



MINISTERE DE LA FAMILLE, DES
ORGANISATIONS FEMININES ET DE
LA PROTECTION DE L'ENFANCE



**PROGRAMME D'ALPHABETISATION
ET D'APPRENTISSAGE DE METIERS
POUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
(PALAM/BID/SEN)**

- :- :- :- :- :- :- :-

RAPPORT D'ACTIVITES TRIMESTRIEL

(AVRIL - JUIN 2010)

Juillet 2010

SOMMAIRE

Introduction

- I. DONNEES PRINCIPALES
- II. ORGANISATION ET GESTION
- III. ACQUISITION DES BIENS ET SERVICES
- IV. PROGRAMME PREVISIONNEL TRIMESTRE 2 2010
- V. ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES
 - V.1- Composante 5
 - V.2- Composante 4
 - V.3- Composante 3
 - V.4- Composante 2
 - V.5- Composante 1
- VI. DIFFICULTES
- VII. RECOMMANDATIONS
- VIII. PERSPECTIVES POUR LE PROCHAIN TRIMESTRE
- IX. RAPPORT FINANCIER TRIMESTRE 2

Conclusion

Introduction

Le Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers pour la Lutte contre la Pauvreté « PALAM/VOLIP » s'inscrit dans l'Accord - Cadre global, signé à Dakar, le 31 juillet 2008 entre le Gouvernement du Sénégal et la BID. Il est en harmonie avec le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et le Programme de Développement de l'Education et de la Formation (PDEF) du Sénégal pour l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). La signature de l'Accord de prêt a eu lieu le 07 avril 2009 à Dakar. La durée du programme est de cinq (05) ans (2009-2013) avec une phase pilote de trois (3) ans, dans les régions de Diourbel et de Kaffrine.

L'objectif principal du PALAM est de contribuer à la réduction de la pauvreté au sein des populations rurales et féminines en priorité, par l'accès à une alphabétisation fonctionnelle centrée sur les compétences et par l'accès aux services de micro finance favorisant l'auto développement.

Le programme comprend cinq (5) composantes :

- Composante 1 : Accès à l'éducation des déscolarisés et non scolarisés âgés de 9 à 15 ans
- Composante 2 : Formation qualifiante des adolescents et jeunes adultes analphabètes âgés de 16 à 24 ans
- Composante 3 : Alphabétisation fonctionnelle des femmes travailleuses âgées de 24 à 49 ans
- Composante 4 : Dispositif de micro finance pour l'appui à l'auto emploi
- Composante 5 : Gestion et suivi du programme.

Les résultats attendus sont les suivants :

- 8000 enfants de 9-15 ans déscolarisés précoces ou non scolarisés dont 65% de filles fréquentent une école communautaire de base (ECB) d'ici 2013 ;
- Les compétences techniques et professionnelles de 3000 jeunes et adultes sont renforcées ;
- 10000 femmes travailleuses analphabètes âgées de 24 à 49 ans ont améliorées leurs compétences techniques et leurs revenus ;
- Au moins 50% des jeunes, adultes et femmes en activité formés ont accès à la micro finance.

Le PALAM / VOLIP est le premier programme financé par le Fonds de Solidarité Islamique pour le Développement de la BID, son acte de mise en vigueur a été signé le 13 Juin 2009, mais il a été officiellement lancé le 11 Janvier 2010 par son Excellence Maitre Abdoulaye Wade Président de la République du Sénégal en présence du Docteur Ahmed Ali Président de la BID.

Ce présent rapport présente les activités du second trimestre de l'année 2010.

I. DONNEES PRINCIPALES

Numéro du Prêt : SE 110 du 07/04/2009, PALAM/BID/SEN

Sources de Financement : Le programme est cofinancé par :

- ❖ La Banque Islamique de Développement (BID) via le FSID
- ❖ L'Etat du Sénégal

Plan de Financement

Sources de financement	Devises	Monnaies locales	%
BID (FSID)	11,75\$	5 568 345 000	75,48%
Gouvernement du Sénégal	2,80\$	1 8 11 072 000	24,52%
Total	14,55\$	7 376 897 000	100%

Estimation du Coût du Programme

- ❖ En devises : 14,55 millions de Dollars US
- ❖ En monnaie locale : 7 376 897 000 F CFA

Répartition du Financement

- ❖ Prêt de la Banque Islamique de Développement 11,75 millions de \$ US
- ❖ Contre partie Gouvernement du Sénégal : 2,80 millions de \$ US

Date d'approbation : Octobre 2008

Date de Signature de l'Accord de Prêt : 7 Avril 2009

Date de Signature de l'Acte de mise en Vigueur du Programme : 13 Juin 2009.

II. ORGANISATION ET GESTION

Le PALAM, créé par arrêté ministériel N° 07839 du 14 Août 2009, est administré par une Unité de Gestion du Programme (UGP), basée à Dakar, au 57, Avenue Georges Pompidou, les locaux ont été mis à disposition par l'Etat du Sénégal. L'UGP s'appuie sur les trois centres de responsabilité que sont la Direction de l'Alphabétisation et des Langues Nationales, la Direction de l'Apprentissage et la Direction de l'Entreprenariat Féminin au niveau national et sur la plate forme de l'Initiative Nationale pour la Protection Sociale au niveau régional.

L'UGP est composée :

- D'une Directrice,
- D'un Expert Gestionnaire,
- D'un expert en Education / Formation,
- D'un expert en Développement Communautaire

- D'un Expert en Micro Finance,
- D'un personnel d'appui composé de secrétaires, d'une comptable matière, de gardiens, et de chauffeurs.

L'UGP est appuyé par :

- ✓ **un Comité de pilotage**, créé par arrêté ministériel N°10779 du 23 Novembre 2009, il est composé de plusieurs ministères, d'associations de femmes, de jeunes et de la société civile, ce comité est présidé par Madame le Ministre d'Etat, il se réunit une fois par semestre en vue de délibérer sur les plans de travail annuels, préparés par l'équipe du projet ;
- ✓ **un Comité d'appui technique** composé en plus des directions centres de responsabilité, d'autres directions et services nationaux impliqués de par leur mission régaliennne dans la mise en œuvre du PALAM. Il se réunit trimestriellement et chaque fois que de besoin pour échanger sur l'état d'exécution technique du programme ;
- ✓ **la Plateforme Nationale pour la Protection Sociale (INPS)** : elle réunit l'ensemble des acteurs au niveau de chaque région, les collectivités locales, les services techniques déconcentrés et les autorités administratives. Elle assurera le suivi quotidien du programme dans toutes ces composantes, sous la direction du Service Régional du Développement Communautaire et l'appui des Acteurs Porteurs de Dynamique Communautaires (APDC).

Comme susmentionné, en plus de ces organes, les centres de responsabilité assurent l'exécution de leur composante sous la supervision et la coordination de l'UGP.

III. ACQUISITION DES BIENS ET SERVICES

Nature des acquisitions	Montant	Niveau d'exécution	Observations
1- BIENS ✓ Equipements UGP <i>Ils seront acquis à travers une demande de cotation à partir d'une liste restreinte comportant au moins trois fournisseurs.</i>	25 000 000 F CFA	100%	.Tous les équipements de l'UGP ont été acquis et même l'appui en matériel aux centres de responsabilité.
2- SERVICES ✓ Etude du milieu	82 000 000 F CFA	50%	Le contrat est signé, la méthodologie est validée et les enquêtes de terrain effectuées.
✓ Réalisation Manuel de Procédures	8 450 000 F CFA	80%	Le rapport provisoire est déposé et est à l'étude en

<p>✓ Réalisation Audit</p> <p><i>La sélection des cabinets s'effectuera à travers une liste restreinte de cabinets des pays membres incluant les cabinets locaux.</i></p>	10 000 000 F CFA	10%	<p>vue de sa validation nationale. Les MP des composantes sont achevés.</p> <p>Le rapport d'adjudication est envoyé à la BID pour ANO depuis le 18 Mai ; toujours en attente de la réponse.</p>
<p>3- DIVERS</p> <p>✓ Salaire</p> <p>✓ Fonctionnement</p>	18 870 000 F CFA		

IV. PROGRAMME PREVISIONNEL TRIMESTRE 2

ACTIVITES	AVR	MAI	JUIN	RESPONSABLE
Mission d'identification des bénéficiaires				UGP, CR, Parte. locaux
Elaboration Tdr Mission d'identification				UGP, CR
Validation MP DA				DA, Partenaires
Validation MP DEF				DEF, Partenaires
Validation MP DALN				DALN, Partenaires
Réalisation Etude du milieu				UGP, Consultant
Elaboration du MP de l'UGP				UGP, CR, Consultant
Elaboration Tdr acquisition de consultant en Finance Islamique.				UGP
Elaboration Plan de passation				UGP
Acquisition des équipements de l'UGP et partenaires				UGP
Sélection des opérateurs en alpha				UGP, DALN
Elaboration des DAO des classes ECB				UGP, DCES
Elaboration des DAO équipements des ECB				UGP, DCES
Développement des curricula				UGP, DA
Elaboration des critères de sélection des SFD				UGP, Consultant
Elaboration des critères de sélection des ONG				UGP, DDC
Elaboration de protocole avec les partenaires				UGP

V. ETAT D'AVANCEMENT DES ACTIVITES

V.1 Composante 5

Intitulé : Gestion du programme

V.1.1 Mission de pré identification

La mission de pré identification des bénéficiaires pour la mise en œuvre du PALAM s'est déroulée dans les régions de Diourbel et de Kaffrine du 18 au 29 avril 2010 avec deux équipes composées d'agents du niveau central (Unité de Gestion du Programme, Direction de l'Alphabétisation et des langues nationales, Direction de l'Apprentissage et Direction de l'Entreprenariat féminin) et de représentants des Plates formes desdites régions (Service Régional du Développement Communautaire, Chambre des Métiers, Inspection d'Académie, Inspection Départementale de l'Education, collectivités locales).

La mission avait pour objectifs de :

- Partager avec les plates formes régionales sur les rôles et responsabilités des différents acteurs dans la mise en œuvre en vue d'une meilleure appropriation du programme.
- Favoriser l'appropriation du programme par les communautés de base bénéficiaires.
- Pré identifier des villages centres susceptibles d'accueillir le programme et les communautés disponibles pour l'accompagner.

Deux grands moments ont marqué la mission dans chacune des deux régions :

- une rencontre dans chacune des deux régions présidée par les Gouverneurs et regroupant la Directrice du PALAM, le Directeur de l'Alphabétisation et des Langues nationales, la Directrice de l'Entreprenariat Féminin, les équipes du niveau central, les membres de la plate forme régionale et les collectivités locales.
- une rencontre au niveau de chaque communauté rurale concernée par le programme, présidée par le Sous préfet avec la présence du Président du conseil rural, de l'équipe du niveau central et des membres de la plate forme locale (conseillers ruraux, Organisations communautaires de base, organisations de femmes, ONG, Coordination des opérateurs en Alphabétisation, Acteur Porteur de Dynamique Communautaire, Association de Parents d'Elèves, directeurs d'écoles, Serignes daara, volontaire des CREPA, leaders d'opinion, assistant communautaire...)

1- Les rencontres régionales:

Après un exposé de la Directrice sur le PALAM, complété par les Directeurs nationaux et les représentants des autres centres de responsabilités, suivait un débat riche, plein d'enseignements.

Les participants ont apprécié positivement le choix porté à leur région. Ils ont par ailleurs magnifié la démarche qui a consisté à partager avec eux tout le processus de mise en œuvre du programme. Des questions de clarification ont été posées sur la

stratégie de mise en œuvre des programmes mais aussi sur la pérennisation des acquis.

Des réponses sont apportées par la Directrice du projet et les centres de responsabilité. Sur la question de la pérennisation, il a été retenu qu'un dispositif sera mis en place comme dans tout programme de développement mais qu'il revient à la communauté de s'en approprier afin de pouvoir maintenir et renforcer les acquis à la fin du programme, raison principale du choix de la plateforme INPS, en particulier l'implication effective des Acteurs Porteurs de Dynamique Communautaire (APDC) concernés.

2- Les rencontres avec les communautés de base

Elles se sont déroulées comme suit :

- une présentation du programme par le représentant de l'UGP suivie de questions de clarification de la part des participants,
- Une collecte d'informations en focus groupe par les représentants des centres de responsabilités des trois composantes 1, 2 et 3 du PALAM, sur la base des outils conçus.

Pour les composantes, les données recueillies concernent :

- 1- L'appropriation des composantes par la communauté
- 2- La disponibilité de la communauté à faciliter la mise en œuvre des composantes par la mise à disposition de ressources,
- 3- La pré identification de villages centres susceptibles d'accueillir les activités du programme.

Dans toutes les communautés rurales visitées, on a noté une forte mobilisation des différents acteurs à la base et des autorités administratives et locales.

Ils étaient tous déjà informés et ont accordé un intérêt particulier au programme du fait surtout du niveau de pauvreté de leur localité respective.

Les questions soulevées ont porté essentiellement sur le rôle de la collectivité locale dans la gestion du programme, l'implication de l'expertise locale et l'articulation du programme avec le Plan Local de Développement.

En réponse à toutes ces questions, il a été retenu que la collectivité joue un rôle central de veille et d'alerte sur le déroulement du programme. A ce titre il participe à toutes les étapes de la mise en œuvre.

Principaux résultats obtenus

Il existe dans toutes les communautés rurales visitées :

- Les cible (les enfants, âgés de 9 à 15 ans, déscolarisés ou non scolarisés dont les talibés des Daara avec 75 % de filles, les jeunes de 16 à 24 ans et les femmes de 24 à 49 ans)
- Des ressources humaines et organisationnelles (des diplômés, facilitateurs, volontaires, ASC, Organisations de femmes, GIE, Structures privées, Opérateurs en alphabétisation...)
- Des infrastructures pouvant abriter provisoirement les activités, particulièrement celles des ECB, sont disponibles dans tous les chefs lieux de communautés rurales, dans quelques villages mais quasi inexistantes dans d'autres (Maisons communautaires, CREPA, foyers des femmes / jeunes, classes de l'élémentaire).
- Des activités économiques principales : agriculture, élevage et commerce.

Les communautés bénéficiaires ont manifesté, en outre, leur détermination et leur engagement à accompagner le programme en octroyant des parcelles pour la construction des ECB et à mettre à disposition les salles ou locaux disponibles ou à construire des abris provisoires avant l'achèvement des constructions des ECB.

Le choix des villages centres susceptibles d'accueillir le programme, n'a pas été facile du fait que tous les villages souhaitent bénéficier du programme. Avec l'aide des Présidents des communautés rurales, des assistants communautaires et des chefs des ex. Centres d'Expansion Rurale Polyvalents, les communautés rurales ont proposé chacune des villages centres selon un découpage déjà établi et en fonction des critères suivants :

- Peuplé de plus de cinquante (50) ménages,
- Village centré et polarisant un certain nombre de villages,
- N'ayant pas d'école formelle ou l'école ne peut pas satisfaire la demande de scolarisation.
- Ayant au moins les trois cibles en quantité
- pouvant mettre à la disposition du Programme un terrain pour la construction des infrastructures.

Ce travail a permis de retenir provisoirement en attendant l'étude du milieu, un certain nombre de villages dit centres susceptibles d'accueillir le programme.

V.1.2 Elaboration du manuel de procédures de l'UGP

Le manuel de procédures de l'Unité de gestion du programme est en cours d'élaboration, le cabinet adjudicataire rencontré les partenaires impliqués dans la mise en œuvre au niveau de l'UGP. Un manuel provisoire devra être déposé à l'UGP pour partage et validation avec l'ensemble des acteurs au cours du trimestre prochain.

V.1.3 Etude du milieu

Le cabinet MSA adjudicataire du marché de l'étude du milieu est en plein dans la réalisation, à ce jour, la méthodologie a été partagée et validée avec l'UGP et les centres de responsabilité, les outils de collectes confectionnés et validés, la planification des missions terrain validée, les enquêteurs formés et la mission de terrain s'est tenue.

Au cours du trimestre prochain, le rapport provisoire sera partagé et validé au niveau de l'UGP et des centres de responsabilité avant les validations régionales (à Kaffrine et Diourbel) et celle nationale à Dakar.

Rappel des Objectifs de l'étude

Au terme de l'exploitation des termes de référence, cette étude vise trois objectifs :

- Identifier et établir une situation de référence de l'ensemble des acteurs impliqués afin de construire une base d'évaluation ultérieurement ;
- Estimer le niveau de la demande et évaluer l'offre de services éducatifs, de formation et financiers existantes ;
- Etablir une planification stratégique et opérationnelle pour l'exécution du programme dans les localités cibles.
- Faire une proposition de villages d'intervention du programme.

Pour atteindre ces objectifs ci-dessus, la démarche méthodologique suivante a été proposée.

Approche méthodologique

Le PALAM constitue aujourd'hui une réponse adéquate à la lutte contre la pauvreté dans ses régions d'intervention, à travers l'éducation, la formation et l'accès aux services de micro finance. Dans l'attente des résultats assignés, la méthodologie sera articulée autour des aspects majeurs ci-après :

Etat des lieux

Le premier état des lieux est relatif à la taille et aux caractéristiques démographiques des populations des zones ciblées. Dans cette dynamique, la démarche retenue est de s'approcher des services de l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) pour disposer de la base de données du dernier recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) relative à chacun des villages des quinze (15) Communautés Rurales cibles. La base ainsi obtenue sera mise à jour, réactualisée, et mieux affinée, et traitée afin d'obtenir les informations récentes et fiables concernant la présente étude. Ainsi on mettra le focus sur les données suivantes :

- la répartition de la population selon les tranches d'âge du programme (9-15 ans, 16-24 ans et femmes de 24 - 49 ans, total de la population) ;
- le nombre de familles et de ménages ;
- la taille des familles ou ménages ;
- le nombre d'analphabètes des 3 tranches d'âge (par la variable niveau d'instruction) ;

- le nombre et la taille des daras selon le genre.

Identification des cibles et des outils de collecte des données

Compte tenu des résultats attendus, on peut identifier quatre (4) groupes cibles à enquêter. Il s'agira i) des ménages, ii) des villages iii) des opérateurs de services de formation et, iv) des services financiers (services financiers décentralisés (SFD), Union financière mutualiste, etc.), v) des collectivités locales et vi) des structures déconcentrées.

Les ménages et les classes d'âge ciblées

Les enquêtes au sein des ménages permettent de collecter toutes les informations intéressant l'étude surtout en ce qui concerne les caractéristiques des trois tranches d'âge de 9-15 ans, 16-24 ans et 24-49 ans.

Un questionnaire ménage permettra de collecter des informations relatives à la taille des ménages et/ou famille, les trois tranches ciblées par chacune des composantes du programme avec leur niveau d'instruction, de formation, leurs activités économiques et leurs besoins en formation. En outre, pour les tranches d'âge des femmes de 24-49 ans et des jeunes 16-24 ans, on ajoutera des questions relatives à leurs activités, leurs projets et leur besoin de financement et peut être une appréciation du déroulement de ces activités pour identifier les contraintes éventuellement.

Et pour chacune des trois tranches d'âge, une question portera sur la motivation à participer à un programme de formation et d'appui financier de manière à avoir le niveau de la demande de formation (nature de la demande, nombre de demandeurs, conditions de participation au programme, (infrastructures censées abriter les formations etc ...).

Le niveau village

Au niveau village, la collecte des données concerne les informations suivantes:

- les types d'activités économiques menées ou susceptibles d'être menées dans le village ;
- les intervenants actuels ou envisagés dans le village, notamment les ONG, les structures de développement étatiques (ANCAR, etc.) ;
- les organisations existantes (dénomination, objectifs, activités, ancienneté, avoies, nombre de membres, personne morale...);

Et pour collecter ces informations ci-dessus, l'approche proposée s'articule à deux niveaux : i) les villages d'enquête des ménages échantillonnés au niveau desquels un recensement de l'ensemble des activités et du nombre d'organisations villageoises avec leurs caractéristiques sera effectué, et ii) les structures d'appui (CADL, Conseil Rural) au niveau desquelles on pourra collecter des informations sur chacun des villages des communautés rurales. Et cela permettra de collecter des informations pour identifier des sites (villages) d'intervention où on pourra exécuter les activités du programme selon l'approche de concentration et l'approche famille.

Le niveau Communauté Rurale (CR)

A ce niveau, trois instruments de collecte seront nécessaires.

Une fiche de collecte destinée aux CADL, aux Conseil ruraux et aux structures étatiques déconcentrées permettra d'obtenir les informations suivantes :

- les intervenants dans les villages (ONG, structures étatiques, etc.) ;
- Le répertoire des infrastructures sociocommunitaires et ouvrages hydrauliques (dont notamment celles qui peuvent abriter des sessions de formation), les équipements pour l'allègement des travaux féminins, etc.;
- Le répertoire des opérateurs de services de formation présents dans chaque village ou au niveau communauté rurale (dénomination, services offerts);
- Le répertoire des services financiers décentralisés présents dans la zone ;
- Le répertoire des daras ;
- Le répertoire des ateliers artisanaux et des centres ressources.

Une fois les opérateurs de services identifiés, des fiches de renseignement pourront leur être administrées. Ainsi, on aura :

Une fiche de collecte destinée aux opérateurs de services de formation permettra d'obtenir des informations relatives aux personnels, aux ressources matérielles et pédagogiques et aux contraintes liées au déplacement vers les centres de formation situés dans un autre village pour les femmes et aussi pour la garde des enfants à bas âge : incidence des déplacements sur l'intensité des travaux domestiques, le compromis entre les tâches journalières et la garde des enfants de bas âge... Ces questions peuvent être posées aussi bien aux opérateurs qu'aux bénéficiaires, mais différemment. Ces opérateurs seront classés par domaine d'intervention (écoles communautaires de base, formation qualifiante et alphabétisation) en précisant s'ils offrent tout ou partie de ces formations, les coûts par apprenant, leur capacité et leur statut (firme privée, ONG, association, service technique, projet, société de développement, GIE, GPF, ...)

Une fiche de collecte destinée aux services financiers permettra d'obtenir des informations relatives au sociétariat, au capital, aux ressources humaines, aux systèmes de comptabilité et de gestion, aux résultats des services d'épargne et de crédit, à la qualité du portefeuille, aux conditions d'accès au crédit (voir liaison avec la finance islamique est ce que ces opérateurs appliquent ou sont ouverts par rapport aux critères de la finance islamique ou les critères traditionnels des SFD, ouverture de compte, intérêt, etc.

Echantillonnage des ménages et tirage raisonne des villages à enquêter

Compte tenu du nombre élevé de villages et de ménages, le sondage reste le moyen le plus pertinent pour dresser une situation référentielle. Ici, l'échantillonnage

proposé combine la cible ménage en particulier les trois classes d'âge qui intéressent le programme ainsi que les villages à enquêter.

Sachant que dans chacune des quinze (15) Communautés Rurales en présence, il existe des villages centres qui polarisent chacun un certain nombre de villages plus petits ou moins importants économiquement, l'échantillonnage sera basé sur cette configuration pour mieux saisir les réalités du terrain. Ainsi, du fait que les méthodes d'échantillonnage ne sont pas mutuellement exclusives, on se propose de combiner une stratification et un échantillon à plusieurs degrés pour mieux répondre aux objectifs de l'étude¹.

La stratification permet de regrouper les villages en deux groupes : les villages centres ou polarisateurs et les villages simples. Les critères de dissociation seront basés essentiellement sur l'importance de la population, l'existence d'infrastructures induisant des activités économiques.

Après la stratification, on appliquera l'échantillonnage à plusieurs degrés sur les deux groupes de villages qui constituent les strates. Les unités primaires constituées par le premier degré de tirage seront composées par le couple (village pôle, village simple). En outre, pour le second degré, un tirage aléatoire systématique (dont le pas sera défini) sera utilisé pour les ménages à enquêter sur la base d'une liste exhaustive des ménages de chaque village tiré. Cette liste pourra être obtenue auprès de l'autorité villageoise.

NB : Tirage et critères de sélection des ménages à enquêter.

Pour atteindre les cibles du projet de manière unilatérale, on s'assurera que chaque ménage tiré de manière systématique ait au moins un individu (femme) appartenant à l'une des trois classes d'âge cibles (9-15 ans ou bien 16-24 ans ou bien 24-49 ans). Les ménages n'ayant pas d'individus appartenant à ces trois classes d'âge seront exclus de l'enquête.

Taille de l'échantillon

Compte tenu des contraintes de temps et de budget, nous allons axés les enquêtes sur quatre (4) villages (2 villages pôles et 2 villages simples) pour chacune des quinze (15) Communautés Rurales cibles soit un total de soixante (60) villages. Ces villages sont choisis suivants des critères répondant aux objectifs du PALAM. Partant, on peut fixer une taille de l'effectif des ménages à enquêter sur l'étendu des quinze (15) Communautés Rurales. Néanmoins, l'échantillon doit tenir compte d'un certain nombre de considérations statistiques pour être suffisamment représentatif de l'ensemble des populations des CR en présence. Pour cela, nous partons de l'hypothèse la plus pessimiste concernant le niveau d'éducation et de formation qui est l'indicateur central de l'étude. Ainsi, considérant cet indicateur comme relativement homogènes dans les CR concernées, la théorie statistique nous permet de supposer un seuil maximal et pessimiste de risque d'erreur de non réponse égale à la moitié des répondants. Cela nous conduit à une taille d'échantillon égale à six

¹ Thietart, 2007. *Méthodologie de recherche en management* // Croutsche, 1997. *Pratique de l'analyse des données*

cent vingt cinq (625) ménages correspondant à une marge d'erreur de 4% d'après la formule homographique ci-après² :

$$n = 1/\epsilon^2$$

Avec :

n= taille de l'échantillon

ϵ = marge d'erreur

Et pour la répartition de l'échantillon, on peut appliquer un critère de poids favorables aux villages pôles compte tenu de l'importance de leur population. Ainsi, on leur affecte un coefficient de 1,5 contre un coefficient égal à l'unité pour les villages simples (cf. tableau).

Tableau de répartition de l'échantillon

Types de villages	Effectif des villages par CR	Effectif des villages pour les 15 CR	Nombre de ménages à enquêter par type de village	Taille total de l'échantillon des ménages pour les 15 CR
Villages pôles	2	30	14	417
Villages simples	2	30	7	208
TOTAL	4	60		625

Ainsi pour chacun des villages pôles, on enquêtera quatorze (14) ménages et sept (7) ménages pour les villages simples.

NB : Les villages à enquêter pourront être sélectionnés d'un commun accord avec l'équipe du PALAM sur la base de la première liste et/ou des critères mentionnés plus haut.

Dispositif de suivi des indicateurs du PALAM

Le Cabinet propose un dispositif de suivi des indicateurs du PALAM. Pour ce faire, on propose un appui trimestriel sur une année à partir de la fin de cette présente étude. Cet appui extérieur est d'une importance capitale car il permet de faire des bilans d'étape à des périodes précises de la vie du programme suivant les objectifs établis en sachant que la présente étude constitue la situation de référence.

Pour rappel, il est à savoir que le suivi peut être défini comme la collecte et l'analyse systématique des informations au fur et à mesure de la progression d'un projet. L'objectif ultime est d'améliorer la rentabilité sociale et l'efficacité du projet. Il est basé sur des objectifs établis (qui sont claires pour le PALAM) et des activités planifiées à toutes les étapes du processus. Le suivi permet d'assurer une meilleure lisibilité dans la mise en œuvre des activités et facilite l'évaluation à mi-parcours afin de procéder à des réajustements à temps réel afin d'éviter des écarts préjudiciables

² Croustche, 1997. *Pratique de l'analyse des données*

au programme. En outre, il permet d'apprécier les ressources nécessaires à mobiliser, leur utilisation judicieuse conformément au planning du PAP.

Chronogramme d'exécution de la mission

Tableau de répartition des activités

Activités	Nombre de jours	Intervenants
A1 : Elaboration des outils de collecte + Préparation de l'enquête	05	Tout le personnel expert et en particulier le statisticien + Validation PALAM et autres parties prenantes
A2 : Formation des enquêteurs	02	Statisticien + Enquêteurs
A3 : Collecte de données	09	Statisticien + Enquêteurs + Supervision démembrements locaux PALAM (plateforme INPS)
A4 : Saisie des données	05	Statisticien + Opérateurs de saisie
A5 : Apurement, Codification et Analyse de données	10	Statisticien
A6 : Rédaction rapport et dépôt	10	Tout le personnel expert + restitution validation PALAM et autres parties prenantes
A7 : Finalisation du rapport final	04	Tout le personnel expert
Durée Totale	45 jours	

V.1.4 Audit

Le dossier d'acquisition est toujours au niveau de la BID pour ANO depuis le 18 Mai jusqu'à aujourd'hui (10 Juillet 2010), il est urgent de lui donné une suite, puisque, suite à l'étude du milieu, les activités de mise en œuvre sur le terrain vont démarrer.

V.1.5 Elaboration des Dossiers d'Appel d'Offres

Au cours de ce trimestre, les dossiers d'acquisition relatif à la construction des classes ECB sur fonds BID, l'acquisition des véhicules (3) sur fonds Etat du Sénégal, l'équipement des classes ECB sur fonds BID et Etat, ont été confectionnés et lancés, pour les deux premiers respectivement la construction des classes et l'acquisition des véhicules, tandis que celui des équipements est toujours dans le circuit d'approbation au niveau de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) et de la BID.

V.2 Composante 4

Intitulé : Dispositif de Micro finance d'appui à l'auto –emploi

Objectifs :

- Permettre aux jeunes/ adultes bénéficiant de la formation qualifiante de la composante 2 et aux femmes travailleuses ayant subi l'alphabétisation fonctionnelle et la formation professionnelle de la composante 3 d'accéder à un dispositif de micro finance adapté basé sur la charia leur permettant de promouvoir leurs micro-entreprises

Résultats attendus :

- 60% au moins des 3000 jeunes /adultes formés, soient 1 800 jeunes devront bénéficier du programme de micro finance suivant l'orientation professionnelle choisie;
- 50% au moins des 10 000 femmes travailleuses formées soient 5 000 femmes qui auraient des projets pertinents éligibles, bénéficieront du mécanisme de financement.
- Le renforcement des capacités de l'ensemble des acteurs de la composante en finance islamique (IMF, ONG, Partenaires institutionnels et Bénéficiaires)
- L'appui institutionnel des IMF sélectionnées et des partenaires institutionnels de la composante (DRS/SFD, DMF, FIMF)

Les principales activités en charge dans le programme :

- ▶ L'élaboration de la stratégie de mise en œuvre de la composante 4
- ▶ La signature de conventions avec les partenaires institutionnels de la composante (DRS/SFD, DMF, FIMF, DDC)
- ▶ La recherche d'expertise pour soutenir le mécanisme
- ▶ La sélection des SFD et des ONG
- ▶ La gestion du fonds micro finance
- ▶ L'appui institutionnel des SFD et des partenaires
- ▶ Le renforcement des capacités des principaux acteurs partenaires
- ▶ Le renforcement des capacités des bénéficiaires
- ▶ Le financement des micros projets
- ▶ Le suivi et la supervision des activités

PLANNING DES ACTIVITES DU TRIMESTRE (Avril-Mai-Juin 2010)

Activités	Tâches	Echéancier de réalisation		Responsables	Parties prenantes	Budget (en milliers de Francs CFA)		
		Début	Fin			Budget initial	BID	GDS
1. Elaboration des conventions avec les différents partenaires	Prendre contact avec les différents partenaires	Lun 23/11/09	Ven 12/03/10	UGP	DMF, DRS/SFD, FIMF	0	0	0
	Elaborer les projets de convention	Lun 15/03/10	Ven 09/04/10	UGP		0	0	0
	Soumettre les projets de convention aux partenaires concernés	Lun 12/04/10	Ven 23/04/10	UGP	DMF, DRS/SFD, FIMF	0	0	0
	Finaliser et signer les conventions avec les partenaires	Lun 26/04/10	Ven 30/04/10	UGP		0	0	0
SOUS TOTAL 1								
2. Elaboration de la stratégie de mise en œuvre de la composante	Elaborer le draft de la stratégie	Lun 01/03/10	Ven 12/03/10	UGP			0	0
	Partager le draft de la stratégie avec les différents partenaires	Lun 15/03/10	Mer 17/03/10	UGP	Comité d'Appui Technique		400 000	400 000
	Finaliser le draft de la stratégie de la composante	Jeu 18/03/10	Mer 24/03/10	UGP			0	0
SOUS TOTAL 2								
3. Assistance Technique en Finance Islamique et en Suivi - évaluation	Confectionner la liste restreinte	Jeu 18/02/10	Ven 26/02/10	UGP			0	0
	Elaborer le dossier de consultation restreinte	Lun 01/03/10	Mar 09/03/10	UGP			0	0
	Demander l'avis de non objection à la BID	Mer 10/03/10	Mar 20/04/10	UGP	BID		0	0
	Lancer les appels	Mar 20/04/10	Mer 21/04/10	UGP				
						400 000		

Activités	Tâches	Echéancier de réalisation		Responsables	Parties prenantes	Budget (en milliers de Francs CFA)			
		Début	Fin			Budget initial	BID	GDS	Total 2010
	d'offres						0		0
SOUS TOTAL 3									
4. Sélection des SFD	Elaborer les critères de sélection des SFD	Lun 15/03/10	Lun 10/05/10	UGP			0		0
	Recenser les SFD existants dans les deux régions	Lun 17/05/10	Ven 21/05/10	UGP	DRS/SFD DMF		0		0
	Pré- sélectionner les SFD	Lun 24/05/10	Ven 28/05/10	UGP	DRS/SFD DMF		0		0
	Recueillir et confirmer sur le terrain les données complémentaires sur les SFD pré- sélectionnés	Lun 31/05/10	Ven 18/06/10	UGP	DRS/SFD DMF		2 000 000		2 000 000
SOUS TOTAL 4									
5. Sélection des ONG	Recenser les ONG existants dans les deux régions	Lun 22/03/10	Mer 24/03/10	UGP	DDC		0		0
	Confecionner la liste restreinte	Jeu 25/03/10	Ven 26/03/10	UGP			0		0
	Elaborer les TDR	Lun 29/03/10	Ven 02/04/10	UGP			0		0
	Elaborer le Dossier de Consultation Restreinte	Lun 05/04/10	Vend 09/04/10	UGP			0		0
SOUS TOTAL 5									
TOTAL GENERAL TRIMESTRE 1 COMPOSANTE 4									2 400 000

ACTIVITES PROGRAMMEES ET REALISEES

Les principales activités programmées/réalisées sont :

❖ **Elaboration conventions avec les différents partenaires :**

- Les drafts des différents partenaires (DMF, FIMF, DRS/SFD, et DDC) ont été produits et envoyés aux partenaires pour avis et observations. Ils seront finalisés et signés lors de ce trimestre.

❖ **Elaboration de la stratégie de mise en œuvre de la composante micro finance**

- Le draft de la stratégie a été élaboré à l'interne et présenté au consultant ayant en charge l'élaboration du manuel de procédures ;
- Le draft sera partagé avec l'ensemble des partenaires lors d'une réunion avant d'être finalisé avec l'expert en finance islamique notamment sur les types de produits et contrats et sur les procédures.

❖ **Assistance Technique en Finance Islamique et en Suivi – évaluation :**

- Les dossiers de consultation restreinte pour le recrutement des experts en finance islamique et en suivi-évaluation sont finalisés à l'interne et envoyés à la BID depuis le 18 Mai 2010 pour ANO.

❖ **Sélection des SFD**

- Les critères de sélection des SFD ont été élaborés
- Ces critères seront partagés avec la DRS/SFD et la DMF pour nous permettre sur la base de données disponible de faire une pré-sélection en attendant les résultats de l'étude de milieu.

❖ **Sélection des ONG**

- Les critères de sélection des ONG ont été produit à l'interne et transmis à la Direction du Développement Communautaire DDC
- Une liste d'ONG existantes dans les deux régions nous a été proposée par la DDC. Cette liste va être confirmée ou infirmée par les résultats de l'étude de milieu.
- Les projets de TDR pour la sélection des ONG sont produits et devraient être finalisés pour permettre la confection du dossier d'appels d'offres.

ACTIVITES PROGRAMMEES NON REALISEES

- Finaliser et signer les conventions avec les partenaires
- Partager le draft de la stratégie avec les différents partenaires
- Lancer les appels d'offres pour le recrutement des experts en finance islamique et en suivi-évaluation

- Recueillir et confirmer sur le terrain les données complémentaires sur les SFD pré- sélectionnés
- Finaliser la sélection des SFD
- Elaborer le Dossier d'Appels d'Offres pour la sélection des ONG

ACTIVITES NON PROGRAMMEES / REALISEES

La principale activité non programmée mais réalisée fut :

- La participation de l'Expert Micro Finance du PALAM à la formation diplômante sur la finance islamique organisée à SALY/Sénégal par l'AIIF en partenariat avec le **CIBAFI** (Conseil Général des Banques et Institutions Financières Islamiques) de BAKHREIM et le **COFFIS** (Conseil Français de la Finance Islamique) du 17 et 21 Mai 2010.

Les autres activités non programmées mais réalisées concernent les taches d'appui à l'UGP notamment :

- La participation de l'expert en micro finance à l'élaboration des différents DAO (recrutement experts, appui institutionnel, construction des classes et équipements)
- L'étude des manuels et stratégies de la composante 1, 2 et 3 du PALAM

DIFFICULTES ET RECOMMANDATIONS

Les principales difficultés rencontrées lors de ce trimestre sont :

- Le retard accusé par l'ANO de la BID sur le dossier de recrutement des experts en finance islamique et en suivi-évaluation

La principale recommandation que nous pouvons formuler pour cette composante est de :

- Relancer la BID pour l'ANO du dossier de recrutement des experts.

PLAN DE TRAVAIL TRIMESTRIEL (PTT) EN COURS (juillet-Aout-Septembre 2010) cf. tableau suivant									
Activités	Tâches	Echéancier de réalisation		Responsables	Parties prenantes	Budget (en milliers de Francs CFA)			Total 2010
		Début	Fin			Budget initial	BID	GDS	
1. Elaboration des conventions avec les différents partenaires	Finaliser et signer les conventions avec les partenaires	Lun 19/07/10	Ven 30/07/10	UGP	DRS/SFD, DMF, FIMF, DDC	0	0	0	0
SOUS TOTAL 1									
2. Elaboration de la stratégie de mise en œuvre de la composante	Partager le draft de la stratégie avec les différents partenaires Finaliser le draft de la stratégie de la composante	Lun 02/08/10	Mer 11/08/10	UGP	Comité d'Appui Technique		400 000		400 000 ²
3. Assistance Technique en Finance Islamique et en Suivi - évaluation	Lancer les appels d'offres Recevoir les offres Evaluer les offres techniques Demander l'avis de non objection	Lun 26/07/10	Ven 20/08/10	UGP			0		0
		Lun 23/08/10	Lun 23/08/10	UGP			0		0
		Mer 25/08/10	Mer 01/09/10	UGP	Commission marché		0		0
		Mer 01/09/10	Jeu 30/09/10	UGP	BID		0		0
SOUS TOTAL 2									
SOUS TOTAL 3									
4. Sélection des SFD	Pré- sélectionner les SFD Recueillir et confirmer sur le terrain les données complémentaires sur les SFD pré-sélectionnés Finaliser la sélection des SFD	Lun 23/08/10	Ven 27/08/10	UGP	DRS/SFD DMF		0		0
		Mer 15/09/10	Mer 22/09/10	UGP	DRS/SFD DMF		2 000 000		2 000 000
		Jeu 23/09/10	Jeu 29/09/10	UGP			0		0
SOUS TOTAL 4									
5. Sélection des	Elaborer le Dossier de	Lun/02/08/10	Vend/06/08/10	UGP			0		0
SOUS TOTAL 5									
						2 000 000			

PLAN DE TRAVAIL TRIMESTRIEL (PTT) EN COURS (juillet-Aout-Septembre 2010) cf. tableau suivant										
Activités	Tâches	Echéancier de réalisation		Responsables	Parties prenantes	Budget (en milliers de Francs CFA)				
		Début	Fin			Budget initial	BID	GDS	Total 2010	
ONG	Consultation Restreinte									
	Demander l'avis de non objection à la BID	Lun 09/08/10	Ven 13/08/10	UGP	BID		0			0
	Lancer la consultation	Lun/16/08/10	Ven 10/09/10	UGP			0			0
	Evaluer les offres techniques	Lun 13/09/10	Mer 15/09/10	UGP	Commission des marchés		0			0
	Demander l'ANO	Jeu 16/09/10	Mer 13/10/10	UGP	BID		0			0
SOUS TOTAL 5										
6. Appui matériel aux partenaires et aux SFD sélectionnés	Identifier des besoins en équipement des partenaires	Lun 23/08/10	Ven 27/08/10	UGP			0			0
	Identifier les besoins en équipement des SFD sélectionnés	Mer 15/09/10	Mer 22/09/10	UGP			0			0
	Elaborer le DAO	Mer 22/09/10	Mer 29/09/10	UGP			0			0
SOUS TOTAL 6										
7. Gestion du Fonds micro finance	Choisir une banque pour domicilier le fonds micro finance	Mer 18/08/10	Mer 01/09/10							
	Signer le protocole avec la banque choisie	Mer 08/09/10	Mer 15/09/10	UGP			0			0
	Ouvrir le compte de domiciliation des fonds	Mer 22/09/10	Mer 29/09/10	UGP			0			0
SOUS TOTAL 7										
TOTAL GENERAL TRIMESTRE 2 COMPOSANTE 4										2 400 000

V.3 Composante 3

Intitulé : Alphabétisation fonctionnelle des femmes travailleuses.

▪ Objectifs

La Direction de l'Entrepreneuriat Féminin, centre de responsabilité de la dite composante est chargée entre autres de :

- développer les actions permettant d'aider les femmes entrepreneures ainsi que les femmes souhaitant créer une entreprise ;
- d'élever le niveau technique, technologique et managérial des femmes chefs d'entreprises ;
- de mettre en place une banque de données sur l'entrepreneuriat en général et l'entrepreneuriat féminin en particulier ;
- de mettre en place des organes techniques de gestion des programmes de l'entrepreneuriat féminin ;

▪ Vision

Amener les femmes entrepreneures ou celles souhaitant le devenir, tant en milieu rural qu'urbain, à créer, gérer et développer des entreprises selon les normes internationales dans les créneaux porteurs de l'économie du Sénégal et de l'Afrique *en tenant compte des objectifs du NEPAD.*

En effet, le NEPAD se propose globalement de promouvoir un développement durable sur le continent ; de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale ; de promouvoir le rôle des femmes dans toutes les activités ; de mettre un terme à la marginalisation de l'Afrique dans le processus de mondialisation.

Il s'agit d'objectifs à long terme dont la réalisation devrait donner une impulsion nouvelle au développement du continent. Et c'est en ce sens qu'existe une parfaite harmonie entre le NEPAD et le PALAM qui vise à contribuer à la réduction de la pauvreté chez les jeunes et les femmes par le biais du triptyque alphabétisation-formation professionnelle et micro finance islamique.

La Direction de l'Entrepreneuriat Féminin est le centre de responsabilité de la composante 3. Intitulé Alphabétisation fonctionnelle des femmes travailleuses, la composante 3 du PALAM a pour objectif principal de permettre aux jeunes femmes travailleuses analphabètes d'accéder aux opportunités d'alphabétisation, de formation qualifiante et au Financement. Ses Résultats ou Objectifs opérationnels sont :

- 10.000 femmes travailleuses analphabètes âgées de 24 à 49 ans ont amélioré leurs compétences techniques et leurs revenus, à travers une alphabétisation fonctionnelle suivie d'une formation dans un corps de métiers.
- 50% de ces femmes ont bénéficié de crédit à travers la Micro finance.

Planning d'activités du second trimestre : Avril- Mai - Juin

Extrants	Activités et tâches	Echéancier de réalisation		Budget (en milliers de Francs CFA)				Respons.	Parties prenantes
		Début	Fin	Budget initial	BID	GDS	Total 2010		
	- Evaluer les offres techniques	Mar 29/06/10	Ven 02/07/10	225.000	225.000	0	225.000	DEF-	UGP

Activités programmées et réalisées

- ‡ Validation du manuel des procédures
- ‡ Finalisation du manuel des procédures
- ‡ Restitution du manuel des procédures à l'unité de gestion du programme
- ‡ Confection des outils pour la mission de pré identification
- ‡ Élaboration des termes de référence pour la mission
- ‡ Tenue de la mission de pré identification
- ‡ Élaboration des termes de référence pour l'atelier de partage sur les critères de sélection
- ‡ Tenue de l'atelier de validation du manuel des procédures

Activités programmées et non réalisées

- ‡ atelier de partage sur les critères de sélection des opérateurs

Activités non programmées et réalisées

- ‡ la validation à l'interne de la direction avec l'équipe DEF/PALAM
- ‡ la validation a pris trois jours au lieu d'une journée.
- ‡ Travail d'intégration des recommandations et suggestions pour la finalisation du manuel
- ‡ Travaux avec le cabinet chargé de l'étude du milieu

Difficultés rencontrées et propositions de solution

Pour l'heure il n'y a pas de difficultés dans la mise en œuvre des activités spécifiques à la composante 3, mis à part la lenteur des décaissements, qui induit un retard dans l'exécution.

En effet, il est préférable de disposer des ressources matérielles et financières avant l'activité pour que la direction ne soit pas obligée de pré financer et éviter ainsi les risques.

Il faut aussi noter que certaines activités ont été sous-évaluées en termes de temps et de ressources financières, il s'agit principalement de l'atelier de validation du Manuel de procédure de la composante.

Planning d'activités du trimestre prochain (Juillet – Août – Septembre)

Extrants	Activités et tâches	Echéancier de réalisation			Budget (en milliers de Francs CFA)				Respons.	Parties prenantes
		Début	Fin	Budget initial	BID	GDS	Total 2010			
Extrant 3.2 Les bénéficiaires sont sélectionnés Lun 20/12/10	A.3.2 Identification des bénéficiaires	Lun 01/03/10	Lun 20/12/10	13millions	13millions	0	13millions	DEF		
	- Réaliser la mission de pré-identification	Lun 20/09/10	Sam 2/10/10					DEF	PLATE FORME	
	- Définir les critères de sélection des bénéficiaires	Lun 04/10/10	Ven 15/10/10	1.000.000	1.000.000	0	1.000.000	DEF	UGP-DA-DALN-PLATEFORME	
Extrant 3.3 Les opérateurs sont sélectionnés Lun 18/10/10	A.3.3 Sélection des opérateurs	Lun 05/04/10	Lun 18/10/10	3.900.000	3.900.000	0	3.900.000	DEF		
	- Elaborer les TDR	Lun 04/10/10	Ven 15/10/10	0	0	0	0	DEF	DALN	
	- Confectionner la liste restreinte	Ven 15/9/10	Mer 20/10/10	225.000	225.000	0	225.000	DEF	DALN	
Extrant 3.4 Les facilités sont réceptionnées et livrées aux bénéficiaires	A.3.3 Acquisition des facilités (équipement d'allègement et autres)	Mar 01/06/10	Jeu 16/12/10	165millions	0	165millions	165millions	DEF		
	- Evaluer des besoins en équipements d'allègement et	Mar 01/06/10	Mer 09/06/10	1.000.000	0	1.000.000	1.000.000	DEF	PLATEFORME	

Planning d'activités du trimestre prochain (Juillet – Août – Septembre)

Extrants	Activités et tâches	Echéancier de réalisation			Budget (en milliers de Francs CFA)				Respons.	Parties prenantes
		Début	Fin	Budget initial	BID	GDS	Total 2010			
Jeu 16/12/10	autres									
Extrait 3.5 Les facilitatrices sont formées	A.3.4 Formation des facilitat(rices) eurs	Lun 02/08/10	Mer 08/12/10	25millions	25millions	0	25millions	DEF		
Mer 08/12/10	- Elaborer les TDR	Lun 02/08/10	Ven 06/08/10	0	0	0	0	DEF		

V.4 Composante 2.

Intitulé : Formation qualifiante des adolescents et jeunes adultes analphabètes ;

Objectif de la composante

Répondre aux besoins de qualification des jeunes et des adultes âgés de 16 à 24 ans des Régions de Diourbel et Kafrine et appuyer leur insertion professionnelle par la micro finance.

Résultats attendus de la composante

- Huit (08) curricula pour les filières porteuses d'emplois et guides de formation pratique sont élaborés et mis en application ;
- 212 artisans chefs d'atelier sont formés ;
- 3000 jeunes et adultes sont bénéficiaires du programme sur une durée moyenne de 18 mois.

Activités planifiées de la composante

- Elaboration du Manuel de Procédures
- Identification des bénéficiaires
- Développement des curricula
- Sélection des opérateurs
- Sélection des apprenants (es) et des maitres d'apprentissage
- Formation des maitres d'apprentissage
- Appui aux ateliers des artisans sélectionnés
- Formation des apprenants (es) Cohorte 1
- Certification des compétences
- Alphabétisation des jeunes apprenants (es)

Composante 2 PTT trimestre Avril-Mai-Juin 2010

Extraits	Activités et tâches	Echéancier de réalisation		Budget (en milliers de Francs CFA)	Budget			Respon.	Parties prenantes
		Début	Fin		Budget initial	BID	GDS		
Extrait 2.1 Le Manuel de procédures de la Composante 2 est disponible	A.2.1 Elaboration du Manuel de Procédures	Mer 09/09/09	Mer 07/04/10	2 000 000	2 000 000	0	2 000 000	DA	
	- Elaborer les TDR	Mer 09/09/09	Ven 11/09/09	0	0	0	0	DA	
	- Valider des TDR	Lun 14/09/09	Lun 14/09/09	0	0	0	0	DA	
	- Rechercher la documentation	Lun 28/09/09	Lun 12/10/09	0	0	0	0	DA	
	- Produire la version provisoire du Manuel de Procédures de la Composante 2	Mar 15/12/09	Mer 10/03/10	0	8 000 000	0	8 000 000	DA	
Extrait 2.2 Les bénéficiaires sont identifiés Mar /04/09	A.2.2 pré identification des bénéficiaires	Mar 07/04/09	Ven 30/04/10	14 400 000	14 400 000	0	8 000 000		
	- Elaborer les TDR	Mar 06/04/10	Mer 07/04/10	0				DA	
	- Valider les TDR							DA, UGP	
	- Elaborer les questionnaires d'identification des bénéficiaires	Jeu 08/04/10	Ven 09/04/10	0	0		0	DA, Plateforme	
	- Réaliser les missions de pré identification des bénéficiaires	Lun 18 /04 /10	Jeu 29 /04/10	0	6 000 000	0	6 000 000	DA,	Plateforme
	- Définir et valider les listes	Mar 12/05/10	Mar 12/05/10	0	2 000 000	0	2 000 000	DA	UGP, Plateforme

Composante 2 PTT trimestre Avril-Mai-Juin 2010

Extrants	Echéancier de réalisation		Budget (en milliers de Francs CFA)				Total Trim/2010	Respon.	Parties prenantes
	Activités et tâches	Début	Fin	Budget initial	BID	GDS			
	d'identification des bénéfices.								
Extrant 2.3	A.2.3 Développement des curricula	Lun 10/05/10	Mer 16/06/10	96 000 000	96 000 000	0	36 000 000		
Les différents curricula et référentiels sont disponibles Ven06/08/10	Recenser les référentiels existants	Lun 10/05/10	Ven 14/05/10	0	0	0	0	DA	
	- Elaborer les TDR	Lun 10/05/10	Mer 12/05/10	0	0	0	0	DA	
	- Valider les TDR	Ven28/05/10	Ven28/05/10	0	0	0	0	DA/UGP	
	- Analyser les situations de travail	Mar 15 /06/10	Mer 30 /06/10	0	8 000 000	0	8 000 000	DA	Pers.Ress.
	A.2.4 Sélection des opérateurs	Lun 08/03/10	Mar 17/08/10	2 900 000	2 900 000	0	2 900 000		
Extrant 2.4 Les opérateurs sont sélectionnés Ven 06/08/10	- Elaborer les TDR	Lun 12/04/10	Mer 14/04/10	0	0	0	0	DA	
	- Valider les TDR	Jeu15/04/10	Jeu15/04/10	0	0	0	0	DA, UGP,	
	- Définir les critères de sélection des opérateurs	Lun 19/04/10	Lun19/04/10	0	0	0	0	DA	Plateforme
	- Valider les critères de sélection des opérateurs	Mar 20 /04/10	Mar20 /04/10	0	300 000	0	300 000	DA	DALN, DEF, UGP, Plateforme
	- Elaborer les DAO	Jeu 22/04/10	Jeu 22/04/10	0	0	0	0	UGP	
	- Transmettre à la DCMP et à la BID pour avis	Ven 23/04/10	Lun10/05/10	0	0	0	0	UGP	
- Publier l'avis d'appel à	Mer 12/05/10	Mer 12/05/10	0	0	0	300 000	UGP		

Composante 2 PTT trimestre Avril-Mai-Juin 2010

Extrants	Echéancier de réalisation		Budget (en milliers de Francs CFA)			Respon.	Parties prenantes
	Début	Fin	Budget initial	BID	GDS		
concurrence							
- Recevoir et ouvrir les offres	Lun 14/06/10	Lun 14/06/10	0	0	0	UGP	DA
- Evaluer les offres	Mar 15/06/10	Mar 22/06/10	0	2 300 000	0	DA	UGP
- Demander l'avis de la BID et de l'Autorité contractante	Jeu 24/06/10	Jeu 24/06/10	0	0	0	UGP	
Total budget composante 2 pour le Trimestre -Avril -Mai- Juin/2010						4 8.100 000	

Les activités planifiées et réalisées

- Validation de la version provisoire du Manuel de Procédures à l'interne
- Finalisation du Manuel de Procédure
- Transmission du Manuel de Procédures à l'UGP
- Elaboration et validation des TDR de la mission de pré identification par la DA
- Mission de pré identification des bénéficiaires.

Les activités Programmées non réalisées

-Sélection des opérateurs en formation

Il s'agissait de :

- Elaborer les TDR,
- Valider les TDR,
- Définir les critères de sélection des opérateurs
- Valider les critères de sélection des opérateurs,

-Développement des curricula

Il s'agissait de :

- Elaborer et valider les TDR pour l'élaboration et la révision des référentiels,
- Elaborer les curricula,
- Réviser les curricula existants selon l'Approche Par les Compétences (APC).

- Contraintes

- Non disponibilité des experts APC à cause des examens professionnels de fin d'année étant donnée qu'ils sont aussi des formateurs,
- Retard dans la réalisation de l'étude du milieu qui aurait pu nous permettre de confirmer ou d'infirmer les données collectées lors de la mission de pré identification.

Les perspectives pour le prochain trimestre

- Exploitation des données de l'étude de terrain
- Recrutement des opérateurs
- Elaboration des curricula retenus.

PTT en cours

Total budget composante 2 pour le trimestre : 13.600 000

COMPOSANTE 2 PTT Juillet -Août-Septembre 2010									
Extrant 2.3 Les différents curricula et référentiels sont disponibles Lun22/11/10	A.2.3 Développement des curricula	Mar/20/07/10	Jeu/28/10 /10	96 000 000	96 000 000	0	36 000 000		
	Recenser les référentiels existants		Mar/13/07/10	0	0	0	0	DA	
	- Elaborer les TDR	jeu 15/07/10	ven16/07/10	0	0	0	0	DA	
	- Valider les TDR	ven 20/08/10	ven 20/08/10	0	0	0	0	DA /UGP	
	- Analyser les situations de travail/ 8 filières	Mar 24 /08/10	ven 24/09/10	0	8 000 000	0	8 000 000	DA	
	- Elaborer les Référentiels des métiers	Mar 28 /09/10	Jeu 30/09/10	0	5 000 000	0	5 000 000	DA	Pers.Ress.
	A.2.4 Sélection des opérateurs	Lun 22/07/10	Ven 05/11/10	2 900 000	2 900 000	0	2 900 000		
	- Elaborer les TDR	jeu 22/07/10	Ven 23/07/10	0	0	0	0	DA	
	- Valider les TDR	Lun 26/ 07/10	Lun26/0 7/10	0	0	0	0	DA, UGP,	Plateforme
	- Définir les critères de sélection des opérateurs	Mer28/07/10	Mer28/07/10	0	0	0	0	DA	
- Valider les critères de sélection des opérateurs	Lun 02/08/10	Lun02 /08/10	0	300 000	0	300 000	DA	DALN, DEF, UGP, Plateforme	
- Elaborer les DAO	Jeu 05/08/10	Jeu 05/08/10	0	0	0	0	UGP		
- Transmettre à la DCMP et à la BID pour avis	Lun09/08/10	Lun09/08/10	0	0	0	0	UGP		

- Publier l'avis d'appel à concurrence	Mer/25/08/10	Mer/25/08/10	0	0	0	0	300 000	UGP		
- Recevoir et ouvrir les offres	Ven/24/09/10	Ven/24/09/10	0	0	0	0	0	UGP	DA	
- Evaluer les offres	Lun/ 27/09/10	Mer/ 06/10/10	0	2 300 000	0	0	2 300 000	DA	UGP	
Total budget composante 2 pour le Trimestre Juillet -Août -Septembre 2010							13.600 000			

V.5 Composante 1

Intitulé : Accès à l'éducation des déscolarisés et non scolarisés âgés de 9-15 ans

Objectif de la composante

La composante 1 a pour objectif général de:

- Assurer l'accès à une éducation de qualité, sur une durée de 3 à 4 ans, avec application du programme de l'élémentaire allégé pour la passerelle vers le formel et la formation pré-qualifiante au profit des enfants âgés de 9 à 15 ans, déscolarisés de manière précoce et non scolarisés dont les talibés des Daara, avec un accent particulier à la disparité fille / garçon.
- Assurer une alphabétisation fonctionnelle qualifiante aux jeunes et aux femmes travailleuses.

Elle a aussi pour résultats attendus :

- ❖ 8.000 enfants dont 65 % de filles âgés de 9 – 15 ans, déscolarisés précoces ou non scolarisés dont ceux des Daraas ont bénéficié des programmes d'écoles communautaires de base (ECB) d'ici à 2013.
- ❖ 3000 jeunes adultes, de 16-24 ans, alphabétisés de 2010 à 2013;
- ❖ 10000 femmes travailleuses analphabètes, âgées de 24 - 49 ans, alphabétisées de 2010 à 2013.

Pour exécuter ce programme, un Plan de Travail est élaboré en 2010.

PLAN DE TRAVAIL DEUXIEME TRIMESTRE (PTT) 2010 (Avril-Mai-Juin)

PTT ET BUDGET 2010 COMPOSANTE 1 : 16.750.000 FCFA

Extrants	Activités et tâches	Echéancier de réalisation		Budget			Total 2010	Respon.	Parties prenantes
		Début	Fin	Budget initial	BID	GDS			
	pour avis								
BUDGET GLOBAL				16.750.000	16.750.000	0	16.750.000		

Activités programmées réalisées.

	ACTIVITES	Niveau de réalisation / Tâches
1	Actualisation du manuel de procédures	1.1. Valider le Manuel de Procédures à l'interne
		1.2. Finaliser le Manuel de Procédures à l'interne
		1.3. Transmettre le manuel à l'UGP
2	Identification des bénéficiaires	2.1. Réaliser la mission de pré-identification
3	Construction des infrastructures des ECB	3.1. Elaborer les spécifications techniques et prototypes de plans des infrastructures
		3.2. Elaborer le DAO
		3.3. Transmettre à la DCMP et à la BID pour avis
4	Equipement des ECB	4.1. Identifier des besoins en équipements des ECB
		4.2. Elaborer le DAO

Activités programmées non réalisées

N°	ACTIVITES	Niveau de réalisation / TACHES	DIFFICULTES
1	Identification des bénéficiaires	1.1. Définir les critères de sélection des bénéficiaires	-Retard dans la réalisation de l'étude base due aux lourdeurs des procédures.
2	Construction des infrastructures des ECB	2.1. Publier l'avis d'appel à la concurrence	
		2.2. Recevoir les offres	
		2.3. Evaluer les offres	
		2.4. Demander l'avis de la BID	
		2.5. Attribuer le marché provisoirement	
		2.6. Notifier le marché	
		2.7. Attribuer le marché définitivement	
		2.8. Signer le contrat	
3	Equipement	3.1. Transmettre à la DCMP et à la BID pour avis	
		3.2. Publier l'avis d'appel à la concurrence	
		3.3. Recevoir les offres	
		3.4. Evaluer les offres	
		3.5. Demander l'avis de la BID et l'approbation de l'autorité contractante	
		3.6. Attribuer le marché provisoirement	
		3.7. Négocier le contrat	
		3.8. Demander l'avis de la BID	
		3.9. Attribuer le marché définitivement	
		3.10. Signer le contrat	
		3.11. Notifier le marché	
		3.12. Livrer les équipements	
		3.13. Réceptionner les équipements	
		3.14. Les équipements sont livrés et réceptionnés	

Activités non programmées réalisées.

- Atelier d'imprégnation et de partage sur l'élaboration d'un manuel de procédures organisé par la DEF.
- Atelier de validation du manuel de procédures de la Composante 2 (DA)
- Atelier de validation du manuel de procédures de la Composante 3(DEF)

Recommandations.

- Alléger les procédures de la BID en vue d'une rapide exécution des activités retenues.
- Raccourcir les délais de l'étude de base en s'appuyant sur les résultats de la mission de pré identification d'avril 2010.
- Faire les démarches nécessaires pour lancer le marché d'appel d'offre des constructions et des équipements au plus tard pour le début du mois de Juillet 2010.

Plan de travail du troisième trimestre de la composante (Juillet-Août-Septembre)

PTT ET BUDGET 2010 COMPOSANTE 1 : 1.355.964.000 FCFA (Juillet- Août- Septembre)

Extrants	Activités et tâches	Echéancier de réalisation		Budget initial	BID	GDS	Budget		Respon.	Parties prenantes
		Début	Fin				Total 2010	IA / IDE .Plate forme opérationnelle; UGP		
Extrant 1.2 Les apprenants sont identifié(s) et sélectionné(s)/es-	1.1 Identification des bénéficiaires	Lun 22 / 02 / 10	Ven 02 / 10 / 10	12 395 000	12 395 000	-	12 395 000	DALN	DALN	IA / IDE .Plate forme opérationnelle; UGP
	1.2.3 Définir les critères de sélection des bénéficiaires	Lun 30/08/10	Ven 03/09/10							
	1.2.4 Sélectionner les apprenants-its	Lun 20/09/10	Ven 01/10/10							
	1.2.5 Superviser la sélection des apprenants-its	Lun 30/08/10	Ven 01/10/10							
	1.3 Construction des infrastructures des ECB	28/05/10	17/12/10	720 000 000	504 000 000	-				
Extrant 1.3 Les infrastructures des ECB sont construites. réceptionnées et livrées.	1.3.5 Publier l'avis d'appel à la concurrence	Ven 27/07/10	Ven 27/08/10						UGP	
	1.3.6 Recevoir les offres	Ven 27/07/10	Ven 27/08/10						UGP	
	1.3.7 Evaluer les offres	Lun 30/08/10	Ven 03/09/10						UGP	DCES
	1.3.8 Demander l'avis de la BID et de la DCMP	Lun 06/09/10	Ven 24/09/10						UGP	
	1.3.9 Attribuer le marché provisoirement	Lun 04/10/10	Lun 04/10/10						UGP	
	1.3.10 Notifier le marché	Mar 05/10/10	Mar 05/10/10						UGP	
1.3.11 Attribuer le marché	Mar 05/10/10	Mar 05/10/10						UGP		

PTT ET BUDGET 2010 COMPOSANTE 1 : 1.355.964.000 FCFA (Juillet- Août- Septembre)

Extrants	Activités et tâches	Echéancier de réalisation		Budget			Respon.	Parties prenantes:	
		Début	Fin	Budget initial	BID	GDS			Total 2010
	définitivement								
	1.3.12 Signer le contrat	Jeu 07/10/10	Jeu 07/10/10				UGP		
	1.3.13 Construire les infrastructures	Lun 11/10/10	Sam 11/12/10				ENTREPRE NEURS	PLATE FORME	
	1.4 Equipements	Lun 05/07/10	Ven 17/12/10	140 000 000	84 000 000	56 000 000	DALN	UGP, PLATE FORME	
	1.4.1 Identifier des besoins en équipements des ECB	Lun 05/07/10	Ven 16/07/10				UGP	DALN ? DCS	
	1.4.2 Elaborer le DAO	Lun 19/07/10	Ven 30/07/10				UGP		
	1.4.3 Transmettre à la DCMP et à la BID pour avis	Lun 02/08/10	Lun 02/08/10				UGP	DALN	
	1.4.4 Publier l'avis d'appel à la concurrence	Lun 23/08/10	Lun 23/08/10				UGP	DALN	
	1.4.5 Recevoir les offres	Lun 23/08/10	Jeu 23/09/10				UGP	DALN	
	1.4.6 Evaluer les offres	Ven 24/08/10	Ven 24/08/10				UGP	DALN	
	1.4.7 Demander l'avis de la BID et l'approbation de l'autorité contractante	Lun 26/08/10	Lun 26/08/10				UGP		
	1.4.8 Attribuer le marché provisoirement	Lun 20/09/10	Lun 20/09/10				UGP	DALN	
	1.4.9 Négocier le contrat	Lun 27/09/10	Lun 27/09/10				UGP	DALN	
	1.4.10 Demander l'avis de la BID	Lun	Ven				UGP		

Extrant 1.4

Les équipements des infrastructures des ECB sont réceptionnés et livrés.

PTT ET BUDGET 2010 COMPOSANTE 1 : 1.355.964.000 FCFA (Juillet- Août- Septembre)

Extrants	Activités et tâches	Echéancier de réalisation		Budget initial	BID	GDS	Total 2010	Respon.	Parties prenantes
		Début	Fin						
		27/09/10	01/10/10						
BUDGET GLOBAL				872 395 000	816 395 000	56 000 000	872 395 000		

VI. PERSPECTIVES POUR LE TRIMESTRE PROCHAIN

Pour le trimestre Juillet - Septembre 2010, les activités suivantes sont planifiées :

ACTIVITES	Juillet	Août	Septembre	RESPONSABLE
Mission d'identification des bénéficiaires				UGP, CR, Parte.
Elaboration Tdr Mission d'identification				UGP, CR
Validation Manuel de Procédures général				UGP, Partenaires
Partage du rapport provisoire étude du milieu				UGP, CR,
Validation rapport étude du milieu				UGP, Partenaires
Choix des villages				UGP, Partenaires
Sélection des bénéficiaires				UGP, Partenaires
Acquisition de consultant en Finance Islamique et en suivi évaluation				UGP
Sélection des opérateurs en alpha				UGP, DALN
Sélection des opérateurs techniques				UGP, DA, DEF
Elaboration des curricula				UGP, DA
Sélection des SFD				UGP, Consultant
Sélection des ONG				UGP, DDC
Signature de protocole avec les partenaires				UGP

VII. RAPPORT FINANCIER TRIM 2 2010

ACTIVITES PREVUES	BUDGET 2009/2010	PREVISION 2009	REALISATION 2009	REALISATION PREMIER TRIM 2010	REALISATION DEUXIEME TRIMESTRE 2010
ACTIVITES PREVUES					
Composante 5: APPUI A LA GESTION					
Etude de base (consultant)	72 000 000	72 000 000			
Atelier de validation étude de base (02 régions)	10 000 000	10 000 000			
Salaire Directrice (60 mois)	96 000 000	9 600 000	10 500 000	4 800 000	4 800 000
Salaire 03 experts (60 mois)	198 000 000	16 500 000	6 457 136	9 900 000	9 812 000
Salaire personnel d'appui				4 170 000	2 010 000
Voyages d'études	14 000 000	-			
Séminaires sur les approches	45 000 000	-	7 769 046	14 563 335	3 572 500
Equipements informatiques (appui institutionnel)	25 000 000	25 000 000			16 317 500
Atelier de démarrage	5 000 000	5 000 000		19 117 718	
Revue à mi-parcours	8 000 000	-			
Audit	20 000 000	10 000 000			5 000 000
Elaboration Manuel de procédures					14 405 734
Appui à la Gestion	-	-	501 255	16 294 002	
Sous total Composante 5	493 000 000	148 100 000	25 227 437	68 845 055	55 917 734
Composante 1: ECOLES COMMUNAUTAIRES					
Identification des bénéficiaires	16 750 000	16 750 000			4 355 000
Elaboration du Manuel de Procédures (Alphabétisation)	450 000	450 000		450 000	693 000
Sélection des opérateurs (mise à niveau sur les critères et analyse requêtes)	3 300 000	3 300 000			
Sous-total Composante 1	20 500 000	20 500 000		450 000	5 048 000

Composante 2: FORMATION QUALIFIANTE					
Identification des bénéficiaires (sites, enfants et besoin spécifiques)	12 000 000	12 000 000			3 727 000
Ateliers régionaux de validation	2 400 000	2 400 000			
Contribution à l'élaboration du Manuel de Procédures en formation qualifiante	2 000 000	2 000 000			750 000
Contribution des curricula de formation(référentiel des métiers 08 Filières)	96 000 000	29 000 000			
Sélection des opérateurs (Evaluation des candidatures, ateliers et entreprise artisanale)	2 900 000	2 900 000			
Sous total Composante 2	115 300 000	48 300 000			4 477 000
Composante 3: FEMMES EN ACTIVITE					
Identification des bénéficiaires	13 000 000	13 000 000			4 207 500
Elaboration du Manuel de Procédures (consultants)	6 000 000	6 000 000		1 110 000	3 592 500
Assistance technique en finance islamique	22 000 000	-			
Sélection des opérateurs (Atelier de partage sur les critères)	1 500 000	1 500 000			
Analyse des requêtes des opérateurs	2 400 000	2 400 000			
Sous total Composante 3	44 900 000	22 900 000			7 800 000
Totaux Composantes 1+2+3	180 700 000	91 700 000		1 110 000	17 325 000
REGUL SUR RAPPORTS				436 055	
TOTAL GENERAL	673 700 000	239 800 000	24 791 382	70 516 217	73 242 734

SITUATION DE TRESORERIE AU 30 JUIN 2010

ELEMENTS	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
VIREMENT N° 1 RECU DE LA BID	239 780 319		
TOTAL DEPENSES 2009		25 227 137	-436055
Correction rapport N°1		- 436 055	
TOTAL DEPENSES 2010 TRIM 1		70 405 055	111162
Correction rapport N°2		111 162	
TOTAL DEPENSES 2010 TRIM 2		73 242 734	
TOTAL	239 780 319	168 550 033	71 230 286

II-DEPENSES enregistrées en COMPTABILITE et ne figurant pas sur le relevé de banque		A LA DATE DU : 01/06/2010		BANQUE PALAM	
Date	Chèque	Montant	Date	Chèque	Montant
	114638	324 037			
	114652	130 518			
	114660	87 500			
		370 000			
		37 820			
		267 352			
		253 481			
	114687	4 110 000			
	114685	143 000			
	114690	300 000			
	67371	150 000			
	67370	1 012 000			
	TOTAL I	7 185 708		TOTAL III	0

solde banque
total I

78 415 994 SOLDE EN COMPTABILITE : 71 230 286
7 185 708 TOTAL III : 0

SOLDE BANC
CORRIGE

SOLDE COMPT
CORRIGE

71 230 286

ECART

0

Conclusion

Le trimestre 2 de l'année 2010, a été marqué par l'élaboration des manuels de procédures des composantes mais aussi de l'UGP et surtout par la mission de pré identification.

Les manuels des composantes ont été élaborés suivant un processus itératif entre les acteurs terminé par des validations de chaque manuel avec l'ensemble des acteurs partenaires de la composante. Ces manuels sont aujourd'hui entrain d'être intégré dans le manuel global de l'UGP qui sera finalisé et validé au cours du trimestre à venir.

La mission de pré identification a été très positive et bien appréciée par les acteurs à la base, elle a permis de présenter le programme aux bénéficiaires directs mais aussi de dégrossir le choix des villages susceptibles d'accueillir le programme. Elle a aussi de soulever quelques questions relatives aux différentes composantes, notamment la question des horaires spécifiques pour les enfants des daras, la non disponibilité d'opérateurs de formation et de centres ressources dans les localités entres autres.

Ce trimestre a été aussi celui du lancement des acquisitions, ainsi, les dossiers d'appel d'offres ont été élaborés en tenant compte des procédures en vigueur aussi bien celles du code des marchés publics sénégalais que celles de la Banque Islamique du développement. Ainsi, les principales acquisitions, notamment, la construction et les équipements des classes ECB et les véhicules.

Les partenaires nationaux (centres de responsabilité) et ceux régionaux (SRDC) ont aussi été appuyé en équipement pour faciliter leur contribution dans le cadre de l'exécution du PALAM.

Par ailleurs la contrepartie de l'Etat, a été libérée après réajustement et approbation dans la nouvelle loi de finance rectificative.

Des activités tributaires de l'étude du milieu ont été programmées mais n'ont pas pu être réalisées, il s'agit principalement de l'identification des bénéficiaires et de la sélection des opérateurs. Ces activités seront réalisées au cours du trimestre à venir suite à la validation des résultats de l'étude du milieu par l'ensemble des acteurs.